

Les soldats musulmans de Tsahal: intégrés ou utilisés?

Eléonore Merza (IIAC-LAIOS / De-Colonizer)

Janvier 2017

Chef du parti religieux Shass¹ et alors ministre de l'intérieur dans le gouvernement d'union nationale d'Ariel Sharon, Eli Yishai déclarait en juillet 2002 au quotidien Haaretz « (...) *ceux qui ne sont pas Juifs sont incapables de se battre et faire preuve de bravoure pour l'État Juif (...)* »

Le ministre de l'intérieur avait, semble t'il, oublié que 25% des soldats de l'armée israélienne ne sont pas Juifs, qu'il y a près de 3000 officiers issus des « minorités » dans Tsahal et qu'ils représentent 20% de l'effectif professionnel du Magav. Il a également oublié que des non-Juifs se sont battus aux côtés des pionniers au cours du Yishuv, ce fût le cas des volontaires étrangers du Mahal mais également d'habitants de la Palestine mandataire, et dès la guerre de 1948. Y compris, et cela peut paraître surprenant, des musulmans. Les Tcherkesses sont avec les Druzes, les seuls citoyens non-Juifs pour lesquels le service militaire est obligatoire (pour les hommes, seulement, de la communauté). Les autres minorités servent, par contre, sur la base d'un volontariat. Sur le site du Ministère israélien des Affaires Étrangères, dans la rubrique « Réalités d'Israël » et dans son article consacré aux forces de défenses israéliennes, le lieutenant-colonel réserviste Netanel Lorch qui possède, entre autres titres, celui d'être responsable du département historique de l'armée, écrit :

Les minorités – musulmane, chrétienne, druzes et tcherkesses ont ceci en commun : leur langue est l'arabe et ils entretiennent des liens, y compris familiaux de l'autre côté des frontières. Comme les ennemis potentiels d'Israël sont justement de l'autre côté de ces mêmes frontières, parce que la guerre contre les Arabes créerait un conflit d'intérêt insurmontable chez les recrues, et qu'à l'inverse il y aurait toujours une suspicion latente à leur égard concernant leur loyauté, il a été mutuellement décidé d'exclure ces citoyens du pays de la conscription (...) Pourtant, il y a des exceptions à la règle. Les Druzes avaient, dès 1948, un pacte de non-agression avec

¹ Le Shass (acronyme de *Shisha Sedarim*) est un parti politique israélien sépharade et religieux ultra-orthodoxe créé en 1984. Il est dirigé par un conseil de sages sous l'autorité du rabbin Ovadia Yossef. D'un point de vue constitutionnel, le Shass défend le principe selon lequel Israël est un État Juif et s'oppose à la création d'un État laïc.

l'armée israélienne et par la suite, leurs responsables ont convenu d'appliquer la conscription aux jeunes de la communauté. Ils sont en grande partie engagés dans les gardes-frontières, une formation paramilitaire subordonnée à la police, dans laquelle ils ont su se distinguer et atteindre de haut rang. Après la guerre de 1967, ils partagent également la charge de la surveillance et du maintien de l'ordre des zones administrées (...)².

Si les Tcherkesses – au même titre que les autres groupes énumérés – sont effectivement répartis en différentes communautés nationales, leur langue maternelle n'a jamais été l'arabe. Outre cette « petite » erreur, on lit dans ce texte que les Tcherkesses, parce qu'ils entretiennent de forts liens avec leur communauté de l'autre côté de la frontière, ont été exclus de la conscription. C'est erreur-ci est grossière. Ce que Netanel Lorch décrit des Druzes peut parfaitement s'appliquer aux Tcherkesses qui sont aussi soumis à la conscription obligatoire. Ce texte, publié sur un site gouvernemental, est tout à fait emblématique de la perception des citoyens non-Juifs, imaginés comme potentiellement incapables d'être loyaux à l'État. Et il réaffirme un fantasme répandu sur ces communautés non-juives qu'on peine à distinguer: ce sont tous des « Arabes ».

Jusqu'aux années soixante-dix, les soldats non-juifs étaient rassemblés dans des unités spécifiques séparées du reste du contingent, et sous commandement exclusif d'officiers juifs. Les Bédouins possédaient un statut militaire différent : ils étaient recrutés comme « travailleurs civils dans l'armée » (*Civilian IDF workers*) et ce n'est qu'en 1978 que certains d'entre eux ont été reconnus comme soldats ordinaires³.

Si l'unité des minorités n'existe plus en tant que telle, il existe des unités dans lesquelles on ne recrute que des soldats non-juifs, les bataillons Sword et Herev (dites « unités druzes »), le bataillon « de reconnaissance du désert » et l'unité des « traqueurs », tous deux particulièrement destinés aux soldats bédouins. Dès 1953, le commandant de l'unité des minorités a soumis une requête à l'état-major afin d'intégrer ses soldats dans des unités classiques car ces derniers souffraient d'un sentiment d'infériorité et de suspicion⁴. Presque cinquante ans plus tard, en 2001, suite à une pétition initiée par un Sergent druze, Huqsam Ghanem, Tsahal informe la Haute Cour que ces soldats ne seront plus obligés de servir dans les uniques bataillons druzes⁵. Cette décision est logique: pour certains d'entre eux, les soldats des minorités ont atteint de très hauts grades. Cette même année, Shaul Mofaz – alors chef d'état-major – avait promu le colonel Kamil Abu Rokon, d'origine druze,

² En ligne:

<http://www.mfa.gov.il/MFA/Facts%20About%20Israel/State/The%20Israel%20Defense%20Forces>

³ Rhoda Kanaaneh, 2009, p.52.

⁴ Rhoda Kanaaneh, *loc.cit.*

⁵ Amos Harel, « IDF to end forced Druze separation », *Haaretz*, le 20 novembre 2001.

au rang de brigadier général et coordinateur adjoint des activités en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza⁶.

Le sentiment d'infériorité ressenti par les soldats des minorités, outre le fait qu'ils aient longtemps été circonscrits et isolés des autres soldats, réside aussi dans leur sentiment, avéré, d'être placés non seulement sur les lignes de front⁷, mais d'une façon générale dans les zones particulièrement dangereuses et d'effectuer les tâches les plus ingrates. Effectivement s'ils ne sont théoriquement plus destinés à servir les seules unités des minorités, la majorité des hommes druzes et tcherkesses a longtemps servi dans des unités aux tâches particulières. L'unité 300 était chargée d'infiltrer les lignes « ennemies » et était constituée majoritairement d'arabophones et notamment des Druzes et des Tcherkesses. En 1956, elle prend le nom de l'unité de reconnaissance *Sayeret Shaked* qui participera, et en étroite collaboration avec le Magav, notamment à la lutte contre l'OLP⁸.

Le Magav (*Mishma HaGvul*, le « garde-frontière ») est une branche militaire de la police formée au contre-terrorisme et créée en 1950. Contrairement à beaucoup d'autres soldats, ceux qu'on appelle les « Béréts verts » sont des militaires professionnels. Plus âgés donc que les recrues classiques de Tsahal, les *Magavnikim* ont pour mission principale de patrouiller le long des frontières et de détecter d'éventuelles incursions – présentées comme terroristes – sur le territoire israélien. Son contingent est majoritairement constitué de soldats des minorités, on y trouve des Druzes, des Tcherkesses et des Bédouins, mais également des soldats mirzahim (juifs « orientaux » c'est à dire originaires des pays arabes et du Maghreb) qui s'y seraient sentis moins rejetés que dans l'armée régulière.

Lors de la première *Intifada* (1987-1993), c'est le Magav qui sera en première ligne pour juguler l'insurrection palestinienne. Les *Magavnikim* qui reçoivent une formation particulière pour contrôler la foule et faire preuve de sang-froid face aux situations particulièrement conflictuelles, sont également déployés dans les Territoires Occupés, dans les villages palestiniens (« la police en bleu ») et 20% de son effectif est positionné à Jérusalem, notamment autour de la vieille ville. Le Magav a également en charge la sécurité des villages en zone rurale. Les tâches qui sont confiées à ces soldats sont donc loin d'être les plus prestigieuses mais elles politisent officiellement ces minorités comme partenaires de l'Etat. Depuis quelques années, l'État d'Israël met ouvertement en place une politique d'incorporation des soldats druzes et tcherkesses dans l'armée régulière. Les Tcherkesses qui composaient, avec les autres *minoritaires*, l'essentiel du contingent du Magav, reçoivent des affectations de plus en plus diversifiées et atteignent des positions plus prestigieuses dans l'armée.

Un *t'xhamada* (un ancien de la communauté) qui avait servi dans les forces britanniques en Palestine mandataire était particulièrement fier de m'expliquer que son petit fils

⁶ *Haaretz*, le 15 août 2001.

⁷ Rhoda Kanaaneh, 2009, *op.cit.*, p.58.

⁸ Pierre Razoux, 2008, *op.cit.*, p.137.

effectuait son service dans la prestigieuse armée de l'air (*Zroa HaAvir veHahalal* qu'on appelle souvent *Hey HaAvir*):

Avant nos hommes ne pouvaient servir que dans l'unité des minorités, c'était très frustrant pour un peuple qui a l'habitude d'être dans les élites militaires (...) les Tcherkesses ont toujours eu de très hauts grades dans l'armée, la guerre était notre métier. Alors on nous envoie au front, on nous utilise aux frontières et dans les situations difficiles (...) Il y a de moins en moins de Tcherkesses dans le Magav. Les choses changent, maintenant nous pouvons servir dans toutes les unités, dans le *Harchuv* [Herev, ndlr] et même comme P. dans l'armée de l'air ! Avant il n'y avait que des Ashkénazes (...) mais nous n'arrivons jamais aux postes les plus importants. Chez nous, les plus haut gradés sont *Aluf Mishne* [colonel, ndlr] dans l'armée et dans la police⁹. C'est une très grande fierté que mon petit fils en fasse partie, c'est très prestigieux. Tout le village est fier de lui, pas que sa famille, tout le village. Peut-être qu'un jour des Tcherkesses occuperont les plus hauts postes (...) ¹⁰

Dans le domaine militaire aussi, l'État continue à appliquer une politique de distinction envers les minorités du pays.

Le 13 décembre 2005, le premier ministre Ariel Sharon ouvre une cérémonie à l'université de Haïfa. Cette cérémonie ne s'adresse pas à l'ensemble des étudiants, elle célèbre l'octroi de plus de quatre-cent bourses aux étudiants druzes et tcherkesses. Après avoir rappelé que le taux de diplômés dans l'enseignement secondaire a augmenté de plus de 10% et que le pourcentage d'étudiants a triplé, le premier ministre le reconnaît publiquement: « (...) *Il y a encore des lacunes inquiétantes entre le secteur juif et les communautés Druze et Tcherkesse* (...)». Devant un parterre d'étudiants et de représentants des deux communautés, Ariel Sharon ne peut décemment pas faire l'économie d'évoquer les inégalités qui les touchent mais tient, tout de même à réaffirmer que :

(...) La société israélienne vous est désormais ouverte, dans tous les domaines et comme elle ne l'a jamais été auparavant (...) au cours de mon mandat comme

⁹ Par ordre d'importance, les grades de l'armée israélienne sont: Caporal (*Turai-Rishon*), Caporal-chef (*Rav-Turai*), Sergent (*Samal*), Sergent-chef (*Samal-Rishon*), Sergent-major (*Rav-Samal*), Sous-lieutenant (*Segen-Mishne*), Lieutenant (*Segen*), Capitaine (*Seren*), Major (*Rav-Seren*), Lieutenant-colonel (*Sgan-Aluf*), Colonel (*Aluf-Mishne*), Brigadier-général (*Tat-Aluf*), Major-général (*Aluf*) et Lieutenant-général (*Rav-Aluf*).

¹⁰ Entretien A-T.H, Kfar Kama, le 21 juin 2009.

Premier Ministre, les surdoués de la communautés druze ont obtenu les promotions qu'ils méritaient (...) Pour la première fois (...) un Général de division dans les rangs de Tsahal est Druze et le Commandant de la police israélienne (...) Les résidents juifs de l'État d'Israël ont une grande dette de gratitude envers vos deux groupes. Vous avez lié vos sorts aux nôtres lors des moments les plus difficiles. Tout au long de ces années, nous nous sommes vus comme des frères d'armes, mais nous sommes aussi frères dans nos rêves et nos espoirs : l'espoir d'un avenir meilleur, d'un avenir de paix et de sécurité pour ce pays qui nous appartient à tous (...) ¹¹.

Un peu plus d'un après, le 13 février 2007, la Knesset rend hommage aux communautés Druzes et Tcherkesses d'Israël par l'officialisation d'un lobby directement consacré à ces deux communautés. Devant leurs responsables et chefs religieux, le premier ministre, Ehud Olmert, déclare que son gouvernement:

(...) ne fera pas que parler, il agira pour que la réalité quotidienne des communautés Druze et Tcherkesse reflète (...) leur dévouement à l'État d'Israël et qu'elles sachent qu'elles sont une inséparable partie de nous (...) ¹²

Ces deux communautés occupent une place symbolique régulièrement utilisée tant par l'État qui tient à énoncer leur intégration que par les Palestiniens en Israël qui y voient, de et cela semble légitime, une politique de préférence marquée. Lorsqu'on demande aux Tcherkesses et aux Druzes, quelles sont – d'après eux – les raisons de ce traitement différencié, dont ils sont parfaitement conscients, ils reprennent la rhétorique officielle: ils sont loyaux et ils « donnent leurs fils » pour le pays.

D'ailleurs, lorsqu'à de rares occasions, Tsahal permet l'interview de ses soldats, c'est un officier druze qui est interrogé par un média de la communauté juive française. Il déclare :

Notre village a malheureusement donné un grand nombre de ses fils pour la sécurité de l'État d'Israël (...) Notre religion nous impose d'être fidèles, loyaux et reconnaissant envers les pays qui nous hébergent (...) En tant que minorité dans un État démocratique, nous tenons à être forts et notre doctrine nous impose de donner

¹¹ Communiqué du Cabinet du Premier Ministre, « PM'Adress at the Ceremony for the Awarding of Scholarships for Druze and Circassian Students », le 13 décembre 2005. [trad. française personnelle].

¹² Communiqué du Cabinet du Premier Ministre, « PM Olmert Attends Knesset Event to Honor Israel's Druze and Circassians Communities », le 13 février 2007. [trad. française personnelle].

beaucoup de nous-mêmes à notre pays (...) De même qu'un druze syrien est attaché à son pays, moi je suis loyal vis-à-vis d'Israël (...) Cela explique pourquoi les Druzes s'engagent militairement pour défendre leur pays qui peut être la Syrie ou Israël. Cela explique aussi pourquoi les Druzes du Golan, annexé par les israéliens, restent attachés à leur appartenance à la Syrie, sans aucune motivation politique (...) ¹³

À de nombreuses reprises, j'ai pu entendre ce type de discours dans les villages tcherkesses d'Israël. Construits autour d'un certain nombre de leitmotivs: la loyauté à l'État, l'endossement de l'argument faisant d'Israël un Etat démocratique et l'éloignement soigneux d'accointances politiques avec « l'autre côté de la frontière ». Ils ne s'intéresseraient donc ni aux idéologies ni aux remous politiques, ils se contenteraient d'être loyaux à l'État en place, quel qu'il soit. Lorsque j'interrogeais l'un d'entre eux sur ce rapport à l'autorité et le choix de servir l'État, il répondait en faisant appel à un ressort religieux et donnait un fondement idéologique à l'obéissance, il m'expliquait:

Notre attitude est dictée par le Coran. C'est écrit dans la sourate *An-Nisa'* (les femmes, ndlr). Dans le verset 59, il est dit : « Ô les croyants! Obéissez à Allah, et obéissez au Messager et à ceux d'entre vous qui détiennent le commandement. Puis, si vous vous disputez en quoi que ce soit, renvoyez-la à Allah et au Messager, si vous croyez en Allah et au Jour dernier (...) ». Nous respectons le Coran, ce n'est pas à nous de juger si une autorité est légitime ou pas. ¹⁴

Les Tcherkesses combattent aux côtés d'Israël depuis le Yishuv et dix ans après la création d'Israël, les représentants de la communauté tiennent à officialiser leurs liens:

En 1958, nous voulions être égaux avec les autres citoyens. Nous avions déjà notre Conseil Municipal et comme Israël imposaient à la conscription obligatoire à ses citoyens, il a semblé logique à nos chefs de demander aux autorités de faire de même avec les hommes de notre communauté. Abdel Aziz Showgan qui était alors le chef du

¹³ Entretien de Jacques Benillouche – pour le site internet *Aschkel Info* – avec le Colonel Safwan, autorisé à la publication par Tshal, le 6 avril 2010. En ligne: <http://www.aschkel.info/article-les-druzes-en-israel-interview-exclusive-du-colonel-safwan-par-jacques-benillouche-48089707.html>

¹⁴ Entretien M.S, Kfar Kama, le 21 juin 2009.

Conseil et les *tx'hamadas* ont envoyé une lettre à Ben Gourion pour lui demander le rattachement officiel des hommes à l'armée. Des officiels sont venus à Kfar Kama et ils nous ont dit 'Si vous voulez servir dans l'armée, vous devez savoir que ce sera très dangereux et long parce qu'il y aura beaucoup de guerres'.¹⁵

Cette conscription perçue comme une marque de loyauté est sans rappeler par la communauté elle-même comme par les Israéliens. Les articles de la presse israélienne consacrés à la communauté ne font aussi jamais l'économie de cette information. Ainsi, dans l'édition du 9 juillet 2009 du *Jerusalem Post*, on peut lire un article consacré au développement du tourisme dans les villages druzes et tcherkesses. Décrits comme un ensemble homogène, ces « *peuples de la montagne (...) résident dans une variété de villages sur les collines de la Galilée* » et sont « *profondément loyaux à leur terre d'origine* », enfin « *leurs hommes servent avec bravoure dans les forces armées* ».

La journaliste Aviva Bar-Am qui, à l'instar de beaucoup d'israéliens, présentent ces communautés comme *naturellement* traditionnelles et elle mentionne que déjà à l'époque ottomane, la communauté assurait la sécurité. Elle insiste volontairement sur cette particularité et rapporte ensuite des paroles attribuées à Zauer T'xhaw'xho, qui dirige le musée de Kfar Kama et qui a été interviewé à différentes reprises par la télévision et la presse israéliennes. Elle écrit: « (...) 6 ans après [1864, ndlr], les turcs décidèrent de se servir de leur habilité militaire pour maintenir l'ordre sur la terre d'Israël. Zauer Tehowha de Kfar Kama dit en blaguant que les Tcherkesses ont été le tout premier Magav (...) »¹⁶

De fait, un partenariat étroit s'est instauré entre les communautés druzes, tcherkesses et l'État qui sait leur accorder distinction et privilèges, bien que généralement théoriques, et essentiellement au prisme de cette participation à la défense nationale. Les communautés ont été conscrites à la demande des chefs de village et ce choix historique nourri de sévères critiques. Pour de nombreux Palestiniens, les Tcherkesses et les Druzes sont considérés comme des *traîtres* qui servent une armée d'occupation. Il existe cependant une catégorie de soldats dont la réputation est encore plus sulfureuse. Une amie palestinienne de Nazareth me disait:

Les Tcherkesses et les Druzes font l'armée, leurs anciens ont décidé que ce serait ainsi et même si je pense qu'ils devraient refuser, et certains ont le courage de le faire, les jeunes n'ont pas vraiment le choix. Mais le pire, ce sont les Palestiniens qui le font. Eux, ils ne sont pas obligés de

¹⁵ Entretien A-H.T, Kfar Kama, le 21 juin 2009.

¹⁶ Aviva Bar-Am, « Mountain People », *Jerusalem Post*, édition du 9 juillet 2009.

le faire et ils servent volontairement l'armée d'occupation (...)¹⁷.

Certains Palestiniens d'Israël et en particulier des Bédouins, sous couvert de lutte contre la tentation islamiste, se laissent convaincre par le service volontaire proposé par l'armée¹⁸. Leur statut est évidemment encore plus décrié. Non seulement, l'État n'a pas l'intention de les recruter massivement – les volontaires ne sont d'ailleurs pas légion – et d'en faire des citoyens égaux mais ils apparaissent comme des membres du groupe qui ont trahi *leur* cause. L'anthropologue Rhoda Ann Kanaaneh estime qu'environ 3000 Palestiniens d'Israël servent volontairement dans l'armée¹⁹. Selon elle, l'armée exploite des tensions interreligieuses existantes et cite notamment l'important recrutement de Chrétiens pour « protéger la communauté » lors des violences entre clans, comme à B'ayni en 2001 ou à Nazareth²⁰. Il faut prêter attention aux arguments invoqués par les soldats qu'elle a interrogés: ils considèrent, par exemple, que leur participation volontaire à la défense nationale est un moyen d'améliorer, non pas leur simple condition individuelle mais celle du groupe entier. Ils argumentent, encore, qu'ils modèrent même le comportement de certains de leurs collègues juifs. Enfin, ce service volontaire leur permettrait d'accéder à une citoyenneté égale et les ferait passer de « *citoyens de seconde zone à des citoyens de première classe* ».

« Être reconnu comme un citoyen à part entière », est l'argument qui revient le plus souvent chez les Tcherkesses que j'ai pu interroger. Ils affirment que c'est parce qu'ils font l'armée que l'État les considère différemment des Palestiniens alors que c'est justement pour les différencier des Palestiniens que l'État a accepté leur demande de conscription. Ce partenariat entre l'État d'Israël et la communauté tcherkesse, qui n'a d'ailleurs jamais été pensé comme allant de soi, est sans cesse négocié. Les Tcherkesses ont, en leur temps, été soumis aux mêmes suspicions de déloyauté que celles dont sont accusés les Palestiniens aujourd'hui. La différence de taille entre les Tcherkesses et les Palestiniens, outre leur nombre et leur non incidence sur la démographie, est leur histoire et leur rapport à la Palestine. Les Tcherkesses sont prêts à des négociations, y compris douloureuses, avec l'État que les Palestiniens ne peuvent faire tant qu'on ne reconnaîtra pas leur catastrophe, parce que la Palestine n'est pas la terre d'origine des Tcherkesses et qu'ils cultivent fortement le souvenir de la leur, dans le Caucase. Ils ne sont pas « d'ici ». Leur présence ne vient pas perturber notre légitimité et nos privilèges.

Dans les années soixante-dix, Israël est le théâtre d'une vague d'attentats. Un climat de suspicion règne, le point d'orgue sera atteint avec l'attentat de Qiryat Shmona en Haute

¹⁷ Entretien A.G, Nazareth, le 18 mai 2008.

¹⁸ Rhoda Kanaaneh, 2009, *op.cit.*, p.63.

¹⁹ Son ouvrage *Surrounded, Palestinian Soldiers in the Israeli Military* (2009), est une synthèse plus aboutie et enrichie des travaux qu'elle a déjà effectués sur sujet (Kanaaneh 2003; 2004 et 2005).

²⁰ Rhoda Kanaaneh, 2003, p.9.

Galilée le 11 avril 1974. Commis par trois membres du FPLP qui avaient traversé la frontière par le sud-Liban, cet attentat va déclencher une vague d'animosité et de harcèlement envers les populations non-juives de la région. L'édition du *Maariv* du 18 avril 1974 révèle que ceux qu'on appelait alors les *Arabes Druzes* « ont été victimes d'un harcèlement considérable après l'attaque (...) Un soldat druze a été attaqué alors qu'il était en service à Qiryat Shmona quand 'les habitants ont appris qu'il était druze' (...) ». Quatre jours après, c'est au tour du *Haaretz* de rapporter que « le maire d'Eilat a demandé aux travailleurs druzes et leurs familles de quitter la ville jusqu'à ce que les choses se calment », ou qu'« un Major juif de l'armée a dit à un groupe de soldats druzes : «vous êtes des mercenaires, qui voudrait de vous ici ?' (...) ».

Quelques jours après, dans son édition du 30 avril 1974, le quotidien en langue arabe *Al-Ittihad* publie un papier du poète druze Samih al-Qasim ²¹:

Nous savons que l'unité des minorités dans l'armée israélienne a été formée pour des raisons politiques qui n'ont rien à voir avec des considérations militaires. La base, si ce n'est la seule raison pour conscrire les Druzes, les Tcherkesses et les Bédouins, était de diviser les rangs arabes en Israël et affaiblir notre pouvoir pour lutter pour nos droits légitimes. Mais cela a abouti au résultat inverse. Les soldats déchargés de l'unité des minorités sont probablement plus sensibles aux règles d'Israël et sa politique raciale d'agression et d'occupation que n'importe quel autre membre de notre peuple arabe.

Après ces incidents, le gouvernement charge deux comités d'enquêter sur la situation politique, économique et éducative des Druzes. Leur rapport préconise notamment la séparation du secteur éducatif druze de l'arabe dans le but « d'éduquer et d'inculquer aux jeunes Druzes une conscience druze israélienne (...) [et] maintenir le particularisme de la communauté (...) ». En 1975, le Ministère de l'Éducation décide de séparer les écoles druzes du secteur éducatif arabe²². Il en sera de même pour les écoles tcherkesses qui seront rattachées au Département Druze du Ministère²³.

La communauté tcherkesses d'Israël adopte cependant une stratégie politique un peu différente de celle des Druzes: elle ne remet pas en cause *publiquement* le caractère obligatoire de leur conscription mais surtout, elle ne revendique pas l'appartenance à un *peuple arabe*. Si l'appartenance à un grand peuple arabe ne peut historiquement et

²¹ *Al-Ittihad*, « L'Union » en arabe, basé à Haïfa Al-Ittihad a été créé en 1944 par Emile Toma, Fu'ad Nassar et Emile Habibi, il appartient au Maki (Parti communiste israélien). Al-Qasim a rejoint le Hadash en 1967 et est, au moment où il écrit ces lignes, journaliste à Haïfa. Il sera l'éditeur en chef de l'hebdomadaire israélien en langue arabe Kuk-al-Arab fondé en 1987. Il s'agit du journal en langue arabe le plus lu en Israël, il est également distribué dans les Territoires Occupés.

²² Kais Firro, 2005, p.217.

²³ Entretien R.G, directeur de l'école élémentaire de Reyhaniya, le 23 juin 2009.

culturellement pas lui convenir, l'appartenance à l'*Umma* peut, elle, s'avérer plus attirante. Et c'est ce recours à la religion qui va servir de levier à la contestation, peu vocale mais qui existe tout de même. Le 11 avril 2007, le site de *RadioAdiga*, le principal média tcherkesse d'Israël, reproduit l'extrait d'une lettre envoyée par un jeune homme de Kfar Kama, proche de la mouvance religieuse, au Ministère de la Défense:

(...) Je souhaiterais attirer votre attention sur le fait que selon l'Islam, servir dans les forces de défense israélienne est interdit. Je vois une contradiction importante entre le recrutement des Tcherkesses et la loi sur la liberté de religion. Depuis le temps que j'étudie la question, j'ai contacté des associations de défense des droits de l'homme au cas où cette demande serait rejetée (...) Aujourd'hui, il y a presque vingt jeunes appelés qui sont sur le point d'être envoyés en prison parce qu'il leur est impossible d'être recrutés, et pour une seule raison, parce que cela leur est interdit par la religion. Le Ministère de la Défense a demandé au village de définir qui est 'religieux' parmi les Tcherkesses, mais à partir du moment où l'on se définit comme musulman cela signifie qu'on est religieux, il n'y a donc pas de place pour cette question. Il y a eu des inspections pour constater qui priait à la mosquée et qui ne le faisait pas, donc si un musulman choisit de ne pas prier à la mosquée (...) il est obligatoirement recruté (...) Je vous demande de reconsidérer le sort des Tcherkesses dans ce recrutement obligatoire (...)

La loi israélienne permet, en effet, d'exempter un petit nombre de personnes pour motif religieux. C'est le cas pour tous les groupes de population mais elle est, en général, saisie par les juifs ultra-orthodoxes. Il est vrai que la question se pose peu pour les populations non-juives qui servent majoritairement sur la base du volontariat mais c'est une question qui traverse et scinde désormais les communautés Druzes et Tcherkesses.

Ce sentiment est particulièrement vif chez les jeunes qui supportent mal à la fois les accusations de trahison et les discriminations auxquelles ils continuent à faire face. Le renouveau religieux se nourrit d'ailleurs de ce sentiment de frustration grandissante envers l'État. Il crée un schisme générationnel qui demeure, pour le moment encore, canalisé par les anciens et le respect qui leur est traditionnellement dû. Pour ces derniers, la participation à l'armée du pays hôte est au cœur des pratiques diasporiques et ne saurait être remis en question. L'un d'eux, faisant fi de l'occupation, m'expliquait:

Aujourd'hui, les jeunes cherchent des motifs pour ne pas faire l'armée et ce n'est pas normal, je comprends leurs frustrations mais ils ne doivent pas oublier que c'est dans

notre tradition de défendre les pays dans lesquels nous vivons. Ce sont des pays qui nous accueillent. Nous sommes israéliens et nous sommes musulmans, personnellement je ne vois pas de contradiction. Les citoyens doivent défendre leur pays. Un citoyen américain, qu'il soit musulman ou pas, fera l'armée, personne n'aurait l'idée de lui demander comment il peut accepter de servir dans une armée qui combat en Irak. On va lui dire quoi ? 'Tu es un mauvais musulman' parce qu'il est soldat ? Non, on va lui dire 'tu es un bon américain'. Voilà ce qu'on va lui dire, la question ne se pose même pas. Ce qui paraît normal dans tous les pays devrait être incroyable ici ? ²⁴

Ces protestations et ces refus restent très minoritaires et elles ne risquent pas d'être soutenues publiquement par les autorités des villages. Les négociations opérées par les anciens des deux communautés avec l'Etat sont trop déterminantes pour leur avenir collectif en Israël.

En décembre 2004, après la mort de cinq soldats de l'unité de reconnaissance bédouine, des leaders Palestiniens d'Israël publient un manifeste appelant les jeunes Arabes, Tcherkesses et Druzes, à refuser de servir dans l'armée. La réponse de Malec Bader, représentant des autorités des villages druzes et tcherkesses, aux auteurs du manifeste ne vas pas se faire attendre:

(...) Le service dans les forces de défense d'Israël fait majoritairement consensus, et donc nous ne prenons pas part à cet appel contre le service dans Tsahal²⁵

En 2008, le professeur Majid Al-Haj et le docteur Nohad Ali de l'université de Haïfa, mènent la première enquête d'importance depuis vingt-cinq ans auprès de la communauté druze. 36% des personnes interrogées se prononcent pour le maintien du service obligatoire, 46,6% pensent qu'il devrait être laissé à l'appréciation des intéressés – et donc répondre à un choix volontaire – tandis que 17% font le choix de son abolition pure et simple²⁶. Les pourcentages concernant l'armée dans ce sondage, aurait sans doute pu trouver un écho dans la population tcherkesse mais cela n'a pas été effectué et il semble que cela n'a rien d'hasardeux. La communauté n'a pas l'intention de marquer, publiquement, ce genre d'affirmation. Mis à part quelques jeunes religieux, les villageois m'ont très majoritairement soutenu qu'il fallait continuer à servir, et cela bien qu'ils soient parfaitement conscients des discriminations qu'ils subissent. Pour eux, la question de la

²⁴ Entretien B.H, Reyhaniya, le 10 avril 2006.

²⁵ Yair Ettinger, « Arab-Israeli leaders call for refusal to serve in IDF », Haaretz, 18 décembre 2004

²⁶ Dan Tamir, « Israeli Druze face deepening identity crisis », Haaretz, le 07 décembre 2009.

loyauté n'est pas négociable. L'enjeu principal est de maintenir sa place dans un État qui, s'il s'est toujours défini comme État Juif et qui remet toujours plus en cause la présence non-juive en son sein.

La mère d'un ancien soldat tcherkesse de Reyhaniya, travailleuse sociale et parfaitement au fait de la situation inégalitaire entre citoyens juifs et non-juifs m'expliquait le discours qu'elle avait tenu à son fils quand ce dernier lui avait fait part de son refus de faire l'armée:

J'ai dit à mon fils, si tu ne fais pas l'armée, on va dire que tu es un intégriste, un fou du Coran. Tu dois faire l'armée pour ne pas subir la discrimination (...) Si tu fais l'armée, tu as des opportunités de travail, c'est encore plus important pour les minorités dans ce pays, tu dois être plus loyal que les autres. Nos jeunes sont plus stressés, ils sont en conflit avec eux-mêmes, contrairement aux jeunes de Tel Aviv qui ont le loisir d'être des idéalistes pacifiques. Je lui ai dit que lui, il n'était pas comme ceux de Tel Aviv et qu'il n'avait pas le choix et même si j'ai perdu mon propre frère dans la guerre (...) je l'ai forcé à faire l'armée (...) il traînait avec des pacifistes de Tel Aviv alors il a naturellement pris leurs idées sur l'armée et la paix. Moi je suis d'accord avec tout cela, avec la paix, avec l'idiotie de la guerre mais la différence c'est que lui, il n'est pas Juif.²⁷

Les propos que me tenait cette femme sont emblématiques de la majorité des entretiens que j'ai pu mener avec les femmes des villages. La plupart d'entre elles n'éprouvent pas une fierté particulière à voir leur fils faire l'armée, comme cela peut être le cas dans de nombreuses familles juives israéliennes. Alors que leurs maris tiennent, eux, un discours plus emprunt de valeurs guerrière et de fierté. Lorsqu'on interroge des jeunes hommes en âge d'être conscrits, la plupart d'entre eux ne remet pas en cause ce « devoir », sans doute peut-on aussi imaginer que l'armée est perçue comme une des rares occasions d'échapper à la vie au village pendant trois ans. Parmi ceux qui ont, face à moi, émis le souhait de ne pas faire l'armée, aucun n'a finalement refusé. Souvent soumis, il est vrai, à la pression familiale et de la communauté, ils ont fini par rejoindre l'armée à leur tour. Interrogé par le *Haaretz* le 8 février 2004, Jalal Napso qui était alors maire de Kfar Kama, après avoir fait l'essentiel de sa carrière dans le Magav, résumait parfaitement la situation :

J'ai demandé aux jeunes pourquoi ils ne voulaient pas rejoindre l'armée. Ils voient que d'autres étudient au lieu de faire l'armée et que leurs situations sont meilleures.

²⁷ Entretien T.H, Reyhaniya, le 13 avril 2006.

D'un autre côté, ils voient des soldats et des officiers qui finissent l'armée, et qu'est ce qui les attend ? Est-ce qu'ils obtiennent les emplois promis par le gouvernement ? Non. Pourquoi ? Parce que leur nom est Jalal

Parmi toutes les personnes que j'ai pu interroger, je n'ai jamais entendu d'argument politique pour le refus. Personne, par exemple, ne mentionne l'occupation ni même le sort réservé aux Palestiniens, pour expliquer leur refus de servir. Leur refus vient soit de leur pratique religieuse, qu'ils considèrent donc comme contraire à la participation à l'armée, soit des discriminations qu'ils subissent eux-mêmes. Leur message est clair: le partenariat avec l'Etat doit être réciproque. Ils continueront à être loyaux et à honorer leur engagement si l'État honore également le sien et l'acte en faisant d'eux des citoyens à part entière. Ce sont la frustration et le sentiment d'injustice qui modifient l'engagement traditionnel et historique de la communauté.

On ne pourrait aussi détacher le désintérêt de certains jeunes hommes tcherkesses pour l'armée à un phénomène national plus global de désaffection. L'époque où l'opinion publique soutenait infailliblement l'armée est révolue. Différents chercheurs s'accordent sur le fait que la première guerre du Liban, amplifiée par le questionnement autour de l'implication de l'armée israélienne dans les massacres de Sabra et Chatilah, rompent avec le consensus national²⁸. C'est à cette époque qu'émergent les premiers objecteurs de conscience et que la population commence à remettre en cause la politique sécuritaire. S'ils demeurent tout de même majoritairement soutenus, l'armée et son chef d'état-major doivent désormais convaincre qu'Israël s'engage dans le combat parce qu'il n'en a pas le choix (« *Ein brera* »). Le 17 juillet 2007, l'AFP publiait le chiffre suivant : 25% des israéliens ne font pas l'armée. C'est exactement le même pourcentage que celui des non-Juifs dans Tsahal. Parmi les communautés druzes et tcherkesses, 83% des hommes continuent à servir ce qu'ils considèrent être le seul secteur national leur offrant une possibilité d'intégration²⁹.

Le pourcentage alarmiste, et maintes fois repris dans les médias israéliens, de citoyens qui n'effectuent pas leur service, pourrait laisser penser que l'armée traverse une crise de confiance. Pourtant, Stuart A. Cohen relève que le phénomène n'est pas nouveau et va même jusqu'à qualifier de « fausse crise » la rhétorique de l'armée qu'il considère comme alarmiste et construite pour culpabiliser l'opinion israélienne³⁰. Il note que 12,1% de la population n'effectuait pas son service en 1980, 16,6% en 1990 et 23,9% en 2002. Il explique que l'écart entre les pourcentages de 2002 et 2007 (+1,4%) n'est pas si élevé compte tenu des événements politiques et des différentes vagues d'attentats. Pour lui, la désaffection pour l'armée est profonde, elle n'est pas passagère.

²⁸ Pierre Razoux, 2008, p.413; Alain Dieckhoff, 2003, p.4.

²⁹ Amnon Rubinstein, « Getting a new identity through the IDF », Haaretz, le 16 janvier 2002.

³⁰ Stuart A. Cohen, 2007b, « The False 'crisis' in Military Recruitment : An IDF Red Herring »

Dans un pays qui considère être en état d'alerte constant, les soldats non-juifs peuvent toutefois s'avérer fort utiles. Notamment parce qu'on assiste à une modification de la sociologie des soldats, et parfois même à des refus d'obéir aux ordres pour motifs politiques qui inquiètent l'Etat major.

Si longtemps les Juifs les plus religieux ont refusé de participer à l'armée, privilégiant une vie d'étude, la sociologie de l'armée israélienne se modifie depuis une vingtaine d'années. La présence croissante de nationalistes religieux depuis les années quatre-vingt dix et leur nombre de plus en plus important parmi les officiers pourraient s'avérer problématiques pour certaines décisions politiques de l'État³¹. On pourrait se souvenir, par exemple, de l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995 à Tel Aviv, par Ygal Amir un juif religieux ultra-nationaliste mais également soldat réserviste opposé aux négociations. La présence de colons dans l'armée devient publiquement problématique en 2005. En effet, le 16 août 2005 marque la fin de la période dite « volontaire » d'évacuation de la Bande de Gaza et de certaines colonies de Cisjordanie. Ce plan de désengagement unilatéral décidé par Ariel Sharon n'est pas compris par une partie de la population israélienne, notamment par les colons qui refusent avec véhémence de quitter la moindre parcelle de ce qu'ils considèrent être le « Grand Israël ». Les colons de Cisjordanie voient dans ces évacuations un préambule à de futures « concessions » en vue de la création d'un État Palestinien. 53 000 soldats sont alors mobilisés et sont spécifiquement formés pour évacuer 9000 colons. Le 17 août 70% d'entre eux ont quitté leurs colonies mais l'armée s'apprête à évacuer, de force, les colonies les plus « dures », en particulier Kfar Darom, Netzer Hazani, Neve Dekalim, Gan Or, Shirat Hayam et Ganei Tal. Dès novembre 2004, quand la Knesset avait voté une approbation préliminaire au plan – un groupe de 3000 soldats et réservistes avaient signé une pétition, initiée par le groupe Homat Magen (*le bouclier de défense*) de la Yeshiva du Tombeau de Joseph dans laquelle ils déclaraient qu'ils refusaient de prendre part à l'évacuation des « implantations » (colonies)³².

Au sein la brigade Kfir, principalement déployée dans les Territoires occupés, le bataillon Netsah Yehuda (Nahal Haredi) qui recrute principalement parmi les *Hassidim* (juifs ultra orthodoxes) et la mouvance sioniste religieuse, affirme publiquement qu'il ne participera pas au démantèlement. L'opinion israélienne découvre le poids important des religieux dans l'armée et l'état-major s'inquiète de ses soldats qui refuseraient des ordres contraires à la loi divine³³. Israël découvre qu'une partie de sa population peut, militairement, s'opposer à des décisions politiques.

Par la même occasion, les soldats découvrent ce à quoi ils n'étaient pas préparés: il va falloir « affronter » d'autres juifs. Les images de soldats en larme évacuant de force des colons enchaînés qui les insultent aux cris de « nazis » ou de « meurtriers » font alors le tour des télévisions. Depuis qu'un accord a été conclu avec les *yeshivot hesder* pour

³¹ Samy Cohen, 2008, *op.cit.*, p.90; Ilan Pappé, 2004, *op.cit.*, p.33.

³² « Je ne suis pas capable de servir dans une armée qui planifie d'exiler des Juifs et qui, à travers cette action, déclare la guerre à une large partie de la population », Haaretz, le 18 novembre 2004.

³³ Samy Cohen, 2008, *op.cit.*, p.90

permettre à leurs étudiants de poursuivre des études religieuses tout en servant dans l'armée (dix-huit mois au lieu de trente-six), ces soldats ne cessent de faire parler d'eux. En octobre 2009, au cours du traditionnel serment des troupes devant le mur des lamentations, deux soldats du bataillon Shimshon déploient une banderole sur laquelle on peut lire « Shimshon n'évacuera pas Homesh », ils sont condamnés à vingt jours de prison militaire. Des soldats du bataillon Nakhson, de la même brigade Kfir, refusent d'obéir aux ordres de démantèlement d'une colonie sauvage à Negohot, dans le sud d'Hébron. Le sociologue Alain Dieckhoff affirme que ceux qu'on appelle les soldats « à kippa » et qui n'étaient encore qu'une minorité dans les années quatre-vingt dix, pourraient bien devenir majoritaires à certains postes clés dans quelques années dans les Territoires occupés³⁴.

L'utilisation des soldats des minorités est donc particulièrement amenée à se développer. L'état-major estime probablement qu'il est, émotionnellement, moins difficile pour ces soldats non-juifs d'appliquer les consignes. Et il est vrai qu'ils sont, par exemple, moins sensibles aux arguments des colons lorsqu'il faut évacuer des avant-postes illégaux. En toute logique, l'image de ces soldats non-juifs la plus répandue est celle de soldats qui « font le sale boulot » de Tsahal, notamment dans les Territoires occupés. Mais tout le monde ne l'entend pas de la même oreille.

Rappelons que lors du désengagement de Gaza, des rabbins avaient déclaré que selon la *Halakha*, il était permis d'ouvrir le feu sur les soldats « gentils » (*i.e* non-juifs) qui y participaient³⁵. Dès 2003, Haaretz publiait que des colons parmi les plus radicaux refusaient que des soldats druzes protègent leur avant-poste illégal, prétendant – toujours en se référant à la halakha – qu'il n'est pas permis à des « gentils » d'assurer la protection une famille juive³⁶. Cela montre bien, si on devait encore en fait la démonstration, que leur participation à l'armée, que la « loyauté » dont ils font preuve, que les compromis qu'ils font, ne leur assurent pas une citoyenneté pleine et égale.

³⁴ Cité par Pierre Razoux, 2008, *op.cit.*, p.519.

³⁵ Haaretz, le 02 mars 2005.

³⁶ Haaretz, le 14 mars 2003.